



## «On parle parfois du mal-être des enseignants. C'est inexact : la situation me paraît bien pire >>

LE LIEE DES GEOGRAPHES FRANCE Professeur de géographie à l'université du Littoral- Côte-d'Opale, président du Comité national français de géographie le 21 septembre, Christine Renon, directrice d'école à Pantin (Seine-Saint-Denis), a mis fin à ses jours. Dans plusieurs lettres, elle met en cause l'institution – la surcharge de travail, le manque d'écoute, l'accumulation de processus urgents et contradictoires, les impacts sur tous les plans professionnels. Quelques jours plus tard, je reçois un SMS de la maîtresse de l'un de mes enfants, en maternelle : elle qui ne prend jamais de congé maladie, ce jeudi, elle sera absente, en soutien, en mémoire, en colère. Ces mots et ces gestes résonnent particulièrement aujourd'hui, mais ils s'inscrivent dans un mouvement, lent, mais sûr, à tous les niveaux de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Un écrasement, un piétinement par le «système», perçu comme une sorte de machine, qui broie à coups de protocoles, de modifications de procédures, de «simplifications», qui sont autant de changements à mettre en place sans laisser de temps aux personnes, bien humaines, pour prendre un peu de recul, pour digérer, pour se reposer. Les mots de la directrice de l'école de Pantin me rappellent ceux de collègues du secondaire et du supérieur, de titulaires et de précaires, de jeunes et de plus expérimentés. Des mots qui sont dits et criés, qui ont été publiés, diffusés parfois largement ; mais des mots et des épuisements qui sont au final peu visibles, et pratiquement pas entendus, car la machine à broyer est lente, et ses effets sont géographiquement éparpillés. En tant qu'enseignant, géographe, président du Comité national français de géographie, mais surtout citoyen, j'ai vu passer un nombre de «réformes» et d'ajustements réglementaires qui est absolument ébahissant. Comment se mobiliser dans ce contexte, alors que les énergies sont au bord de l'épuisement et dispersées sur tant de sujets? Prenons quelques exemples, et j'en passe bien d'autres. Les gouvernements, les uns après les autres, modifient en profondeur l'enseignement au collège, puis au lycée, remodelent la carte des réseaux d'éducation prioritaire. Et plus récemment, l'exécutif a entrepris de changer la philosophie de l'éducation nationale: au lieu de lutter contre les inégalités, il met en place des processus qui les aggravent. En conséquence, des enseignants se mobilisent depuis des mois, manifestent, organisent des grèves, publient des tribunes. Mais leur parole est noyée. La structure des enseignements et les programmes du secondaire ont été bouleversés cette année. Parmi les échos que j'ai entendus : il faut bien le faire, c'est la loi, mais les élèves de première sont quasiment devenus des étudiants. Ils changent constamment de lieu de cours et d'enseignant, en classes recomposées par options, décomposées et recomposées sans cesse dans les premières semaines de la rentrée, beaucoup n'ont pas pu choisir ce qu'ils désiraient, ils ont peur; et ils pleurent. Et les enseignants, et les chefs d'établissement, essaient d'absorber. A l'université, le gouvernement a mis en place des tarifs multipliés par 10 ou 20 pour freiner (attirer, paraît-il?) l'inscription d'étudiants ne provenant pas de l'Union européenne. Une mobilisation intense a été mise en oeuvre l'hiver dernier, et s'est éteinte au printemps, faute de relais, car, au fond, les principaux intéressés sont loin. Mais que de batailles menées pour un résultat nul ! Et que dire du système Admission post-bac (APB), devenu Parcoursup, de ses protocoles, espoirs déçus, interstices qui deviennent des abîmes pour les étudiants qui y tombent? En bout de parcours, les doctorants et jeunes docteurs se retrouvent dans des files d'attente quasi insurmontables pour obtenir des postes, et finissent par multiplier les contrats précaires, tandis qu'ils sont refusés dans le privé, conséquence d'une image désastreuse de l'université. A une autre étape du parcours, dans le secondaire, faute cette fois de candidats, les filières recrutent des personnels non formés, enseignant dans des disciplines qui ne sont pas les leurs... Du primaire au supérieur, c'est la guerre des protocoles. Les enseignants ainsi que les personnels administratifs sont les soldats de cette guerre – ou les marionnettes. Mutés au gré d'un calcul de points, sous surveillance, évalués de manière multiple et constante, nous avons du mal à tenir, nous qui sommes censés être passionnés, transmettre non seulement un savoir mais une distanciation. Nous avons du mal à absorber, en plus de tout cela, les «innovations» incessantes, la course à «l'excellence», et la charge des inégalités sociales – car, nous dit-on encore, c'est à l'école de donner «l'égalité des chances»... Ce serait donc l'école – comprendre les enseignants – qui est fautive si cette égalité n'est pas atteinte. A l'école primaire, dans le secondaire, dans le supérieur, on parle parfois (souvent ?) du «mal-être» des enseignants. C'est inexact: la situation me paraît bien pire. Pour y remédier il faut des moyens, certes. Mais aussi – réellement – de la considération, et du temps. . Rassemblement à Pantin (Seine-Saint-Denis) le 26 septembre pour honorer la mémoire de Christine Renon, directrice d'école qui s'est donné la mort. PHOTO DENIS ALLARD